

Loi sur le CO₂ : le peuple a le dernier mot

Plus de 110 000 signatures pour davantage de bon sens en matière de politique climatique

Le référendum contre la loi sur le CO₂ va aboutir. Plus de 110 000 citoyens ont signé un formulaire demandant un référendum sur la loi sur le CO₂. Les feuilles de signatures seront déposées aujourd'hui à la Chancellerie fédérale. Avec l'UDC, le comité économique, qui comprend des associations de secteurs très divers, a recueilli plus de deux fois plus de signatures que ce qui est légalement nécessaire – malgré les difficultés de récolte de signatures en période de COVID-19.

La nouvelle loi sur le CO₂ suscite un grand malaise au sein de la population. En témoignent les plus de 110 000 signatures qui ont été recueillies en très peu de temps – un nombre impressionnant, car la récolte de signatures s'est déroulée dans des conditions difficiles en raison des mesures COVID-19 en vigueur : aucun événement ou foire n'a eu lieu ces dernières semaines, et il n'y a eu pratiquement aucune campagne de stands dans les rues.

« Avec notre référendum, nous avons touché une corde sensible dans de larges pans de la population », déclare le directeur de campagne, Ueli Bamert. En moins de trois mois, le comité référendaire, composé de représentants des secteurs de l'automobile, des transports, de l'aviation, du bâtiment et du pétrole, du Centre Patronal, ainsi que de l'UDC, a réussi à recueillir plus de deux fois le nombre de signatures nécessaires pour un vote référendaire. « Nous sommes convaincus que les électeurs rejeteront la loi sur le CO₂ dans les urnes », déclare M. Bamert.

La loi sur le CO₂ n'est en aucun cas un compromis bien équilibré, comme ses partisans voudraient nous le faire croire. Au contraire, elle est en contradiction avec toutes les traditions libérales de la Suisse, car elle entraîne plus de bureaucratie, d'interdictions, de règlements et de nouveaux impôts et taxes – et elle fait peser une charge disproportionnée sur une grande partie de la population.

Les PME, les propriétaires, les locataires, les pendulaires et la population rurale seront particulièrement touchés. L'essence et le diesel coûteront 12 centimes de plus par litre. La taxe sur le mazout et le gaz fera plus que doubler. Une taxe supplémentaire allant jusqu'à 120 francs sera prélevée sur les billets d'avion. Pour une famille de quatre personnes, cela peut rapidement entraîner des coûts supplémentaires de plus de 1000 francs par an, y compris en prenant en compte les remboursements éventuels. En outre, il y aura pour le grand public des coûts supplémentaires difficilement prévisibles en raison de l'augmentation du coût du transport des marchandises.

L'interdiction effective des systèmes de chauffage au mazout et au gaz par la nouvelle loi sur le CO₂ entraîne une charge pour les propriétaires et les locataires, car le chauffage va devenir nettement plus cher pour un grand nombre de personnes et il n'existe pas d'alternatives financièrement ou techniquement viables pour beaucoup d'entre elles.

Par ailleurs, toutes ces mesures censées protéger le climat ne seront qu'une bulle absolument sans effet, la Suisse ne contribuant qu'à hauteur de 0,1% aux émissions mondiales de CO₂, alors que les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre – Chine, Etats-Unis, Inde, etc. – ne sont pas vraiment en



rester-raisonnable.ch
l'innovation plutôt que l'activisme

voie de diminuer notablement leurs émissions de CO₂. La population suisse, en revanche, les a réduites d'environ 24 % par habitant au cours des dix dernières années. Cela signifie que la Suisse est déjà sur la bonne voie en termes de politique climatique – une loi sur le CO₂ pleine d'interdictions et de nouvelles taxes est superflue.

Il est d'autant plus important que le peuple ait maintenant le dernier mot. Les plus de 110 000 signatures seront soumises à la Chancellerie fédérale aujourd'hui, 12 janvier 2021. Le vote devrait avoir lieu le 13 juin prochain. La pré-campagne, déjà connue sous le slogan « rester raisonnable », sera poursuivie.

De plus amples informations, ainsi que des photos et des vidéos du dépôt des signatures aujourd'hui, seront disponibles sur le site www.rester-raisonnable.ch à partir de cet après-midi.

Contacts

Avenergy Suisse

Dr. Roland Bilang
Directeur
044 218 50 10
bilang@avenergy.ch



Swissoil

Ueli Bamert
Directeur
079 129 63 10
bamert@swissoil.ch



Automobile Club de Suisse ACS

Thomas Hurter
Président central
079 634 51 79
thomas.hurter@acs.ch



Union professionnelle suisse de l'automobile (UPSA)

Olivia Solari, Responsable droit et politique, 031 307 15 43
olivia.solari@agvs-upsa.ch



auto-suisse

Association importateurs suisses d'automobiles
Andreas Burgener, directeur
079 474 21 04
andreas.burgener@auto.swiss



Centre Patronal

Patrick Eperon
Délégué communication et campagnes politiques
079 331 19 87
peperon@centrepatronal.ch



CITEC Suisse

Daniel Schärer
Directeur
062 296 47 66 /
079 655 56 55
info@citec-suisse.ch



Ramoneur Suisse

Paul Grässli, président
079 300 96 30
Marcello Zandonà, directeur
062 834 76 50
zandona@kaminfeger.ch



Association suisse des transports routiers

ASTAG
Dr. André Kirchhofer
vice-directeur
031 370 85 85
a.kirchhofer@astag.ch



Association Suisse du commerce automobile indépendant VFAS

Stephan Jäggi, direttore
056 619 71 32
stephan.jaeggi@vfas.ch



Association suisse des aérodromes ASA

Jorge V. Pardo
direttore
044 392 21 50
j.pardo@aerodromes.ch



SAA swiss automotive aftermarket

Erhard Luginbühl
Presidente
044 350 68 60
info@aftermarket.ch

